

SERVICES DU PREMIER MINISTRE,
MINISTERE DES FINANCES
ET MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 95 - 3225

28 NOVEMBRE 1995. — Arrêté royal organisant le transfert par l'Etat à la Communauté française de la propriété de biens immeubles, ressortissant à l'Institut royal du Patrimoine artistique, à Braine-l'Alleud

[21435]

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 127 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 3, 4 et 12;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Etat transfère à la Communauté française la pleine propriété de biens immeubles cités ci-après, ressortissant à l'Institut royal du Patrimoine artistique,

— Braine-l'Alleud, 3^e division, maison de garde, abri national et terres au lieu-dit « Alconval », cadastrés section H n° 67 g pie (18a 59ca 80dma), 67 f (38a 90ca) et 67 e (13a 50ca).

Art. 2. Les biens renseignés à l'article 1^{er} sont transférés dans l'état où ils se trouvent, avec leurs servitudes actives et passives, les charges et obligations particulières assortissant leur acquisition ainsi que les droits éventuellement accordés à des tiers.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Premier Ministre, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 95 - 3226

Arrêté royal autorisant certains agents du Ministère des Affaires économiques à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre

[S - C - 11369]

AVIS N° 18 / 93 DU 8 NOVEMBRE 1993
DE LA COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Objet : Projet d'arrêté royal autorisant certains agents du Ministère des Affaires économiques à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre.

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER,
MINISTERIE VAN FINANCIËN
EN MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 95 - 3225

28 NOVEMBER 1995. — Koninklijk besluit tot regeling van de eigendomsoverdracht van de Staat naar de Franse Gemeenschap van onroerende goederen, behorend tot het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium, te Eigenbrakel

[21435]

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 127 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid de artikelen 3, 4 en 12;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Staat draagt aan de Franse Gemeenschap de volle eigendom over van de hierna vermelde onroerende goederen, behorend tot het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium,

— Eigenbrakel, 3^e afdeling, wachthuis, nationale schoolplaats en grond gelegen « Alconval » — gekadastréerd sectie H nr. 67 g deel (18a 59ca 80dma), 67 f (38a 90ca) en 67 e (13a 50ca).

Art. 2. De in artikel 1 vermelde goederen worden overgedragen in de staat waarin zij zich bevinden, met de actieve en passieve erfdienstbaarheden, de bijzondere lasten en verplichtingen verbonden aan hun verwerving, evenals de gebeurlijk aan derden toegestane rechten.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Eerste Minister, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 95 - 3226

Koninklijk besluit waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register worden verleend

[S - C - 11369]

ADVIES NR. 18 / 93 VAN 8 NOVEMBER 1993 VAN DE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Betreft : Ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register wordt verleend.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifiée par les lois du 15 janvier 1990 et 19 juillet 1991;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 12 janvier 1993, complétée le 14 septembre 1993;

Vu le rapport élaboré par M. Winants;

Emet le 8 novembre 1993, l'avis suivant :

1. Objet de la demande d'avis

La demande d'avis concerne un projet d'arrêté royal autorisant certains agents du Ministère des Affaires économiques à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre.

2. Examen du projet

Remarque préliminaire

La Commission signale que le préambule du projet d'arrêté royal, ainsi que l'article 4, font encore toujours mention de la Commission Consultative de la protection de la vie privée, là où, actuellement, c'est la Commission de la protection de la vie privée qui doit être visée.

A. Base de l'accès

L'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, dispose que le Roi peut autoriser l'accès au Registre national aux autorités publiques, et qu'il peut, conformément à l'article 8 de la loi, autoriser les autorités publiques à faire usage du numéro d'identification, après avis de la Commission et par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

La Commission constate que le service visé, à savoir, le Ministère des Affaires économiques, correspond à la qualification « d'autorité publique » et peut, dès lors, en principe, entrer en ligne de compte pour l'autorisation souhaitée.

B. Justification de l'autorisation

La Commission constate que, nulle part dans le projet, une justification fouillée n'a été fournie pour la demande d'autorisation. Dans la demande d'avis du 12 janvier 1993, il est mentionné que les fonctionnaires chargés de la gestion du personnel doivent pouvoir utiliser le numéro du Registre national dans les relations qu'ils entretiennent avec des institutions telles que l'O.N.S.S., l'O.N.A.F.T.S., l'I.N.A.M.I., l'O.N.E.M., le S.C.D.F., le S.P.R.,... » et qu'ils doivent connaître l'information contenue dans le Registre national pour pouvoir traiter certains dossiers (allocations familiales, fiscalité).

L'article 1^{er} du projet parle de « l'accomplissement des tâches liées à la gestion administrative des fichiers de personnes tenus par le Ministère des Affaires économiques ».

Il ressort de la réponse du 14 septembre 1993, reçue par la Commission suite à sa demande de renseignements complémentaires, qu'il s'agit ici de fichiers concernant des membres du personnel statutaires ainsi que contractuels - du Ministère des Affaires économiques. Les données contribuent à la fixation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel. La Commission est d'avis que ces tâches justifient l'accès au Registre national.

C. Etendue des droits d'accès et utilisation des données

La Commission constate que l'accès est demandé pour toutes les données mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er} et pour l'article 3, alinéa 2 de la loi du 8 août 1983.

La Commission estime devoir rappeler que l'article 5 de la loi ne prévoit la possibilité d'accès au Registre national qu'en ce qui concerne « les informations qu'ils (les bénéficiaires) sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret. »

Comme le Conseil d'Etat, section de législation, l'a déjà fait remarquer à plusieurs reprises, il appartient au Gouvernement de « vérifier minutieusement si la connaissance de chacune des informations énumérées à l'article 3 de (la) loi est indispensable pour l'accomplissement de sa mission par l'autorité publique en cause » (voir notamment, l'avis du 22 janvier 1992 sur le projet ayant donné lieu à l'arrêté royal du 4 mai 1992 autorisant l'accès de certaines autorités du Ministère de la Région wallonne au Registre national des personnes physiques, *Moniteur belge* du 28 juillet 1992, p. 16.952; l'avis du 4 mars 1992 sur le projet ayant donné lieu à l'arrêté royal du 18 mai 1992 autorisant l'accès

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990 en 19 juli 1991;

Gelet op de adviesaanvraag van 12 januari 1993 van de Minister van Binnenlandse Zaken, aangevuld op 14 september 1993;

Gelet op het verslag van de heer Winants;

Brengt op 8 november 1993 het volgende advies uit :

1. Voorwerp van de adviesaanvraag

De adviesaanvraag betreft een ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken toegang wordt verleend tot de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register.

2. Onderzoek van het ontwerp

Voorafgaandelijke opmerking

De Commissie wijst erop dat in de preambule van het ontwerp van koninklijk besluit, alsmede in het artikel 4, nog steeds sprake is van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, daar waar thans de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dient te worden gerefereerd.

A. Grondslag voor de toegang

Artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, stelt dat de Koning de toegang tot de gegevens van het Rijksregister kan toestaan aan openbare overheden en dat Hij, overeenkomstig artikel 8 van de wet, na advies van de Commissie en bij een in de Ministerraad overlegd besluit, die openbare overheden machtiging kan verlenen om het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken.

De Commissie stelt vast dat de gerefereerde dienst, met name het Ministerie van Economische Zaken, beantwoordt aan de kwalificatie « openbare overheid » en derhalve, in principe, in aanmerking komt voor de gevraagde toelating.

B. Rechtvaardiging van de toelating

De Commissie stelt vast dat nergens in het ontwerp een grondige rechtvaardiging wordt gegeven voor de vraag tot toelating. In de adviesaanvraag van 12 januari 1993 wordt gewag gemaakt van het feit dat « de ambtenaren belast met het personeelsbeheer het rijksregisternummer moeten kunnen gebruiken in hun betrekkingen met instellingen zoals R.S.Z., R.K.W., R.I.Z.I.V., R.V.A., C.D.V.U., V.W.S., ... » en dat zij « voor de behandeling van bepaalde dossiers de informatie die in het Rijksregister is opgenomen moeten kennen (kinderbijslag, fiscaliteit) ».

Artikel 1 van het ontwerp spreekt van het « vervullen van de taken in verband met het administratieve beheer van de personenbestanden die door het Ministerie van Economische Zaken worden bijgehouden ».

Uit het antwoord d.d. 14 september 1993 dat de Commissie op haar vraag om bijkomende inlichtingen ontving, blijkt dat het hier gaat om bestanden die personeelsleden - statutairen zowel als contractuelen - van het Ministerie van Economische Zaken betreffen. De gegevens dragen bij tot de vaststelling van de administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden. De Commissie is van oordeel dat deze taken de toegang tot het Rijksregister rechtvaardigen.

C. Omvang van het toegangsrecht en gebruik van gegevens

De Commissie stelt vast dat de toegang wordt gevraagd tot alle gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid en voor artikel 3, tweede lid van de wet van 8 augustus 1983.

De Commissie meent eraan te moeten herinneren dat artikel 5 van de wet slechts de mogelijkheid van toegang tot het Rijksregister voorziet met betrekking tot de « informatie die (de begunstigde) krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen. »

Zoals de Raad van State, afdeling wetgeving, reeds meermaals heeft opgemerkt, is het de zaak van de Regering, « ter eerbiediging van het wettigheidsbeginsel », om « met grote zorgvuldigheid (na te gaan) of de kennis van elk van de in artikel 3 van (de) wet opgesomde informatiegegevens volstrekt noodzakelijk is opdat de betrokken overheid haar opdracht kan uitvoeren » (zie onder meer het advies van 22 januari 1992 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 4 mei 1992 waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van het Waalse Gewest toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, *Belgisch Staatsblad* 28 juli 1992, blz.

de certaines autorités du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, au Registre national des personnes physiques, *Moniteur belge* du 2 juillet 1992, p. 15.048).

Dans la demande d'autorisation initiale, aucune justification n'était fournie quant à la nécessité d'avoir accès à chacune des données. Sur demande de la Commission, des renseignements complémentaires furent fournis à ce sujet.

L'accès aux données est souhaité afin d'arriver à un fonctionnement plus rationnel de l'administration. La Commission n'a aucune objection à formuler à ce propos.

L'article 2 du projet dispose que les informations ne peuvent être utilisées qu'à des fins de gestion interne et ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers :

- les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ainsi que leurs représentants légaux;
- les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983.

La Commission estime que l'article 2, 2^e, devrait être complété par le bout de phrase : « dans le cadre de leurs relations avec le Ministère des Affaires économiques pour les finalités mentionnées à l'article 1^{er} ».

La Commission constate que la transmission des informations sera ainsi strictement limitée.

D. Les titulaires de l'autorisation

L'article 1^{er} du projet dispose que l'autorisation d'accès aux données du Registre national et d'utilisation du numéro d'identification est octroyée au Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques, au Directeur général des Services généraux et aux fonctionnaires de niveau 1 relevant de ces administrations qui, en raison de leur fonction, ont été désignés nommément et par écrit à cette fin par le Ministre des Affaires économiques.

La Commission constate également que la liste des « délégués » (lisez « désignés ») est dressée annuellement et transmise à la Commission.

La Commission n'a aucune objection à formuler à ce sujet.

E. Utilisation du numéro d'identification

L'article 3 du projet dispose que les membres du personnel du Ministère des Affaires économiques, visés à l'article 1^{er}, ne peuvent utiliser le numéro d'identification qu'à seule fin d'identification des personnes dans leurs « relations internes », ainsi que dans les relations qu'ils ont avec le titulaire de ce numéro ou avec son représentant légal, et avec les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation prévue à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

La Commission n'a pas d'objection à formuler à ce propos.

Par ces motifs,

Sous réserve des remarques susmentionnées, la Commission émet un avis favorable.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques, le 29 mai 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « autorisant certains agents du Ministère des Affaires économiques à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre », a donné le 1^{er} juin 1995 l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la

16.952; zie ook het advies van 4 maart 1992 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 mei 1992 waarbij aan sommige overheden van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, *Belgisch Staatsblad*, 2 juli 1992, blz. 15.048).

In de oorspronkelijke vraag tot toelating werd geen enkele verantwoording gegeven voor de noodzaak om toegang te krijgen tot elk van de gegevens. Op vraag van de Commissie werd dienaangaande bijkomende informatie verschaft.

De toegang tot de gegevens wordt gewenst om tot een rationelere werking van de administratie te komen. De Commissie heeft hiertegen geen bezwaar.

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de informatiegegevens slechts mogen worden gebruikt ten behoeve van intern beheer en niet worden meegegeeld aan derden.

Worden niet als derden beschouwd :

- de natuurlijke personen op wie de informatiegegevens betrekking hebben, alsook hun wettelijke vertegenwoordigers.
- de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983.

De Commissie is van mening dat het artikel 2, 2^e zou moeten worden vervolledigd met de zinsnede « in het kader van de betrekkingen die zij onderhouden met het Ministerie van Economische Zaken voor de in artikel 1 vermelde doeleinden. »

De Commissie stelt vast dat de overdracht van de informatiegegevens aldus strikt wordt beperkt.

D. Houders van de machtiging

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt dat de machtiging tot toegang van de gegevens van het Rijksregister en tot gebruik van het identificatienummer wordt verleend aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van Economische Zaken, de Directeur-generaal van de Algemene Diensten en de ambtenaren van niveau 1 die onder de bevoegdheid vallen van deze besturen en die daartoe uit hoofde van hun ambt met name en schriftelijk worden aangewezen door de Minister van Economische Zaken.

De Commissie stelt ook vast dat de lijst van de « gedelegeerde » (lees « aangewezen ») personeelsleden, jaarlijks wordt opgesteld en aan de Commissie wordt meegegeeld.

De Commissie heeft hiertegen geen bezwaren te formuleren.

E. Gebruik van het identificatienummer

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat de in artikel 1 bedoelde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken het identificatienummer uitsluitend mogen gebruiken voor de identificatie van de personen in hun « interne betrekkingen », alsmede in de betrekkingen die zij onderhouden met de houder van dat nummer of zijn wettelijke vertegenwoordigers, en met de andere openbare overheden en instellingen die zelf de machtiging hebben gekregen bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 en die handelen in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

De Commissie heeft hiertegen geen bezwaar.

Om deze redenen,

brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hogervermelde opmerkingen, een gunstig advies uit.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 29 mei 1995 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register worden verleend », heeft op 1 juni 1995 het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte

section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Pour justifier le caractère urgent de la demande d'avis conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 15 octobre 1991, la motivation suivante est avancée :

« Gelet op de hoogdringendheid, aangezien de procedure gedeeltelijk zou moeten worden herbegonnen wanneer het ontwerp nog niet zou zijn ondertekend bij de samenstelling van een nieuwe regering, had ik graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn ».

Portée et fondement légal du projet

En application des articles 5, alinéa 1^{er}, et 8, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, le projet soumis pour avis du Conseil d'Etat autorise certains agents du Ministère des Affaires économiques à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques pour l'accomplissement des tâches liées à la gestion administrative des fichiers du personnel tenus par le Ministère, et à les autoriser également à utiliser, dans certaines conditions, le numéro d'identification des personnes inscrites dans ce registre.

Observation générale

Dans l'avis L. 24.256/9 du 20 mars 1995 sur un projet d'arrêté royal « autorisant l'accès de la gendarmerie au Registre national des personnes physiques », publié au *Moniteur belge* du 13 mai 1995, le Conseil d'Etat, section de législation, a souligné que les arrêtés d'exécution de la loi précitée du 8 août 1983 doivent s'apprécier désormais à la lumière de l'article 22 de la Constitution, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, et de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatique des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981, et que ces dispositions doivent être combinées avec celles de la loi précitée du 8 août 1983. Si, dès lors, le Gouvernement projette d'accorder l'autorisation visée à l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, il lui appartiendra, en vue de respecter le principe de légalité, de vérifier avec une plus grande prudence encore que par le passé si la connaissance des informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de cette loi, et des modifications de celles-ci, est absolument indispensable à l'exécution de la mission confiée au pouvoir public concerné. Il est recommandé, dès lors, de faire précéder le projet par un rapport au Roi, justifiant cette nécessité.

Observations particulières

Préambule

1. Au premier alinéa du préambule, il conviendrait de préciser le fondement légal comme suit :

« Vu la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995, et l'article 8, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 15 janvier 1990; ».

2. Au quatrième alinéa du préambule, il y aurait lieu de mentionner le titre complet des Ministres concernés. La même observation vaut pour l'article 5 du projet et pour la signature.

Article 1^{er}

1. Selon cet article, l'accès aux informations du Registre national est accordé « pour l'accomplissement des tâches liées à la gestion administrative des fichiers du personnel tenus par le Ministère des Affaires économiques dans l'exercice de ses compétences légales et réglementaires ». Il appert des pièces communiquées au Conseil d'Etat que ces informations doivent contribuer à déterminer la situation administrative et pécuniaire des agents statutaires et contractuels du Ministère des Affaires économiques. Il serait utile d'inscrire cette précision dans le rapport au Roi.

bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Om overeenkomstig het bepaalde in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 15 oktober 1991, het spoedeisend karakter van de adviesaanvraag te staven wordt aangevoerd wat volgt :

« Gelet op de hoogdringendheid, aangezien de procedure gedeeltelijk zou moeten worden herbegonnen wanneer het ontwerp nog niet zou zijn ondertekend bij de samenstelling van een nieuwe regering, had ik graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84 van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn ».

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

Met toepassing van de artikelen 5, eerste lid, en 8, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen, beoogt het voor advies aan de Raad van State voorgelegde ontwerp aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken toegang te verlenen tot de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor het vervullen van de taken in verband met het administratief beheer van de personeelsbestanden die door het Ministerie worden bijgehouden, en hen tevens te machtigen om onder bepaalde voorwaarden het identificatienummer van de personen ingeschreven in dat register te gebruiken.

Algemene opmerking

In zijn advies L. 24.256/9 van 20 maart 1995 over een ontwerp van koninklijk besluit « waarbij aan de Rijkswacht toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen », bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 mei 1995, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, erop gewezen dat de besluiten tot uitvoering van de voornoemde wet van 8 augustus 1983 voortaan moeten worden beoordeeld in het licht van artikel 22 van de Grondwet, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, en van het Verdrag tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, opgemaakt te Straatsburg op 28 januari 1981, en dat deze bepalingen moeten worden gelezen in onderling verband met de bepalingen van de voornoemde wet van 8 augustus 1983. Wanneer de Regering zich derhalve voornemt de in artikel 5 van de voornoemde wet van 8 augustus 1983 bedoelde machtiging te verlenen, zal zij, ter eerbiediging van het wettigheidsbeginsel, met nog grotere zorgvuldigheid dan voorheen moeten nagaan of de kennis van de in artikel 3, eerste lid, van die wet opgesomde informatiegegevens en de wijzigingen ervan volstrekt noodzakelijk is voor de uitvoering van de aan de betrokken openbare overheid toevertrouwde opdracht. Het kan dan ook aanbeveling verdienen het ontwerp te laten voorafgaan door een verslag aan de Koning, waarin die noodzakelijkheid wordt verantwoord.

Bijzondere opmerkingen

Aanhel

1. In eerste lid van de aanhef precisere men de rechtsgrond als volgt :

« Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995, en artikel 8, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990; ».

2. In het vierde lid van de aanhef moeten de betrokken Ministers met hun volledige titel worden vermeld. Dezelfde opmerking moet worden gemaakt bij artikel 5 van het ontwerp en bij de ondertekening.

Artikel 1

1. Blijkens dit artikel wordt de toegang tot bepaalde gegevens van het Rijksregister verleend met het oog op « het vervullen van de taken in verband met het administratieve beheer van de personeelsbestanden die door het Ministerie van Economische Zaken worden bijgehouden in de uitoefening van zijn wettelijke en reglementaire bevoegdheden. Uit de aan de Raad van State meegedeelde stukken blijkt dat die gegevens moeten bijdragen tot de vaststelling van de administratieve en geldelijke toestand van de statutaire en de contractuele personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken. Een dergelijke precisering zou nuttig kunnen worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

2. Dès lors qu'il ressort également de ces précisions que le personnel du Ministère des Affaires économiques est seul visé, il suffit de remplacer à l'article 1^{er} les mots « des fichiers du personnel tenus » par « du fichier du personnel tenu » et les mots « des administrations visées au 2° » par « de l'administration visée au 2° ».

Article 4

Compte tenu de l'article 3 du projet, il serait à la fois plus logique et plus clair de viser, à l'article 4, les « membres du personnel ... désignés conformément à l'article 1^{er} » au lieu de « membres du personnel ... désignés conformément aux articles 1^{er}, 3^o, et 3 ».

La chambre était composée de :

Mme S. Vanderhaegen, président de chambre;

MM. :

M. Van Damme,

D. Albrecht, Conseillers d'Etat;

G. Schrans,

E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par Mme R. Thielemans, auditeur adjoint.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Clement, référendaire adjoint.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
S. Vanderhaegen.

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser certains agents du Ministère des Affaires économiques à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre.

Le fondement légal de l'arrêté est constitué par les articles 5 et 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement.

Plusieurs arrêtés royaux du 5 décembre 1986 régissent l'accès aux données du registre national des personnes physiques ainsi que l'usage du numéro d'identification de ce registre, en ce qui concerne les organismes publics et les institutions (O.N.S.S., O.N.A.F.T.S., O.N.A.M.I., O.N.E.M. etc ...) qui assurent la gestion administrative de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Ces dispositions imposent l'obligation, à partir du 1^{er} janvier 1990, de ne reproduire, dans les relations extérieures, que ce numéro d'identification au titre d'identifiant unique. Il en résulte qu'à partir de cette date les administrations des pouvoirs publics sont également tenues d'utiliser cet identifiant unique dans leurs relations avec ces organismes, notamment dans le cadre des obligations légales qui leur sont imposées en tant qu'employeurs (et ce dans une large mesure par l'intermédiaire du S.C.D.F.).

Exemples :

- l'attestation d'assujettissement à l'O.N.S.S. destinée aux mutuelles;
 - l'attestation de chômage destinée à l'O.N.E.M. (C 171, C 4, ...);
 - la feuille de renseignements relative aux allocations et destinée aux mutuelles;
 - les déclarations trimestrielles de l'O.N.S.S.;
 - les bons de cotisation annuels;
 - les allocations familiales (voir ci-après), le modèle Y, Yter, A, E, ...
- Plusieurs documents sont établis chaque jour à ce propos.

Le service « Traitements » a des contacts quotidiens avec le Service Central des Dépenses Fixes pour les ordres de paiement des rémunérations et des allocations familiales concernant plus de 3 000 fonctionnaires et contractuels. Dans ses instructions des 6 juin 1989, 19 janvier 1990, 10 avril 1991 et 13 janvier 1992, le S.C.D.F. demande de faire usage du registre national pour tous les dossiers qui se rapportent aux traitements et aux allocations familiales. De surcroît, le numéro d'identification actuel (le n° matricule) est remplacé par le numéro du registre national. Afin de faciliter la tâche des ordonnateurs, le S.C.D.F.

2. Vermits uit die toelichting tegelijk blijkt dat enkel het personeel van het Ministerie van Economische Zaken wordt bedoeld. volstaat het in artikel 1 de woorden « de personeelsbestanden » te vervangen door « het personeelsbestand » en « de onder 2° genoemde besturen » door « het onder 2° genoemde bestuur ».

Artikel 4

Gelet op het bepaalde in artikel 3 van het ontwerp, is het logischer en tegelijk duidelijker in artikel 4 te verwijzen naar « de overeenkomstig artikel 1 aangewezen personeelsleden » in plaats van naar « de overeenkomstig de artikelen 1, 3^o en 3 aangewezen personeelsleden ».

De kamer was samengesteld uit :

Mevr. S. Vanderhaegen, kamervoorzitter;

De heren :

M. Van Damme,

D. Albrecht, Staatsraden;

G. Schrans,

E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. R. Thielemans, adjunct-auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer J. Clement, adjunct-referendaris.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
S. Vanderhaegen.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register te verlenen.

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door de artikelen 5 en 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, zoals later gewijzigd.

Verschillende koninklijke besluiten van 5 december 1986 regelen de toegang tot de informatie en het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen, wat betreft de openbare instellingen en medewerkers (R.S.Z., R.K.W., R.I.Z.I.V., R.V.A., enz ...) die het administratief beheer van de sociale zekerheid van de bezoldigde werknemers verzekeren. Deze bepalingen leggen onder andere, met ingang van 1 januari 1990, het verplicht gebruik op van dit identificatienummer als enig identificatiemiddel in de externe betrekkingen voorzien door en met deze instellingen. Hieruit volgt dat eveneens de administraties van de openbare overheden, vanaf de voornoemde datum, verplicht zijn dit enig identificatiemiddel te gebruiken in de relaties die ze onderhouden met deze instellingen, onder andere in het raam van hun wettelijke verplichtingen als werkgever (in ruime mate door de bemiddeling van de C.D.V.U.).

Voorbeelden :

- het attest « onderwerping R.S.Z. » voor de mutualiteiten;
 - het attest « werkloosheid » voor de R.V.A.(C 171, C 4, ...);
 - het inlichtingsblad uitkeringen voor de ziekenfondsen;
 - de kwartaalaangiften R.S.Z.;
 - de jaarlijkse bijdragebons;
 - de kinderbijslag (zie verder), model Y, Yter, A, E, ...
- Hiervan worden dagelijks verschillende documenten opgemaakt.

De dienst « Wedden » heeft dagelijks contacten met de Centrale Dienst der Vaste Uitgaven i.v.m. de betaalopdrachten van de bezoldigingen en de kinderbijslagen voor ruim 3.000 ambtenaren en contractuelen. Met zijn instructies van 6 juni 1989, 19 januari 1990, 10 april 1991 en 13 januari 1992 vraagt de C.D.V.U. gebruik te maken van het rijksregister voor alle weddedossiers en dossiers kinderbijslag. Het huidige identificatienummer (stamnummer) wordt bovendien vervangen door het rijksregisternummer. Om de taak van de ordonnateurs te verlichten stelt de C.D.V.U. voor om het rijksregisternum-

propose de demander le numéro du registre national aux administrations communales concernées en question. Or, un nombre croissant de communes refusent de communiquer cette information (par exemple Louvain, Grammont, ...).

L'article 18 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (L.C.A.F.T.S.), autorise le département à payer directement à ses membres du personnel les allocations familiales, les allocations de naissance et la prime d'adoption. Un dossier d'allocations familiales est lié à la situation familiale dans laquelle se trouvent l'enfant qui ouvre le droit aux allocations l'attributaire et l'allocataire.

Énumération succincte.

1. Nom, prénom :
 - orthographe exacte;
 - moyen d'identification pour la constitution du dossier;
 - formulation correcte des ordres destinés au S.C.D.F. qui se charge du paiement (le traitement matériel).
2. Lieu et date de naissance :
 - début du paiement;
 - application de l'article 44 des L.C.A.F.T.S. (supplément d'âge);
 - expiration du droit à l'âge de 25 ans (l'article 62 des L.C.A.F.T.S.).
3. Sexe :
 - moyen d'identification + distinction entre les noms masculins et féminins.
4. Nationalité :
 - dossiers relatifs à l'adoption d'enfants étrangers (article 73 *quater* des L.C.A.F.T.S.);
 - échange d'étudiants, projet Erasme (vérification des accords de coopération conclus avec l'étranger).
5. Résidence principale :
 - application des lois fiscales;
 - contrôle du droit prioritaire (article 64 L.C.A.F.T.S.).
6. Lieu et date du décès :
 - extinction du droit aux allocations familiales (s'il s'agit de l'enfant);
 - allocation d'orphelin (lors du décès d'un parent).
7. Profession :
 - modification du droit prioritaire pour les indépendants;
 - revenus de remplacement accordés notamment aux mères de longue durée, aux chômeurs, ... dans des dossiers « Majoration des allocations familiales »;
 - L'enfant travaille-t-il ? Est-il au chômage ? Est-il indépendant ?
8. Etat civil :
 - législation fiscale;
 - dossiers relatifs au supplément pour orphelin;
 - adoption (à part entière) et reconnaissance des enfants.
9. Composition du ménage :
 - examen du droit prioritaire (article 64 des L.C.A.F.T.S.);
 - séparation de fait (droit nouveau ou extinction du droit);
 - ordre d'inscription des enfants, s'il y a plusieurs ayants droit dans la même famille;
 - Qui s'occupe effectivement de l'éducation de l'enfant ?

La communication des renseignements susmentionnés ne se limite pas à l'ouverture ou à la clôture d'un dossier d'allocations familiales, la législation prévoyant des contrôles administratifs périodiques. Le caractère périodique de ces contrôles dépend entre autres de la nature des dossiers. Il y a lieu de remarquer qu'une augmentation des allocations implique un contrôle minutieux.

Pour conclure, il y a lieu de citer l'article 173 *quater* des L.C.A.F.T.S. : « Les organismes d'allocations familiales et les services ministériels, chargés de l'exécution des présentes lois, sont tenus de s'adresser au Registre national des personnes physiques pour obtenir les informations visées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, ou lorsqu'ils vérifient l'exactitude de ces informations.

Le recours à une autre source n'est autorisé que dans la mesure où les informations nécessaires ne peuvent pas être obtenues auprès du Registre national. »

mer te vragen bij de desbetreffende gemeentebesturen. Meer en meer gemeentebesturen weigeren echter deze informatie mede te delen (bv. Leuven, Geraardsbergen, ...).

Art. 18 van de samengeordende wetten op de kinderbijslag voor werknemers (S.W.K.W.) machtigt het departement om rechtstreeks aan zijn personeelsleden de kinderbijslag, het kraamgeld en de adoptiepremie te betalen. Een dossier kinderbijslag is verbonden met de gezinssituatie waarin de rechtgevendende, rechthebbende en bijslagtrekkende leven.

Summiere opsomming.

1. Naam, voornaam :
 - correcte schrijfwijze;
 - identificatiemiddel voor samenstelling dossier;
 - formuleren van correcte opdrachten aan de C.D.V.U. die instaat voor de betaling (materiele handeling).
2. Plaats, datum geboorte :
 - start betaling
 - toepassing artikel 44 S.W.K.W. (leeftijdsbijslag);
 - einde recht op 25 jaar (artikel 62 S.W.K.W.).
3. Geslacht :
 - identificatiemiddel + onderscheiden van namen die vrouwelijk of mannelijk zijn.
4. Nationaliteit :
 - dossiers adoptie buitenlandse kinderen (artikel 73 *quater* S.W.K.W.)
 - uitwisseling studenten, Erasmusproject (nagaan van samenwerkingsakkoorden met het buitenland).
5. Hoofdverblijfplaats :
 - toepassing fiscale wetgevingen;
 - controle voorrangrecht (artikel 64 S.W.K.W.).
6. Plaats + datum overlijden :
 - einde recht op kinderbijslag (indien kind);
 - wezenbijslag (indien overlijden van een ouder).
7. Beroep :
 - wijziging voorrangrecht voor zelfstandigen;
 - genot vervangingsinkomsten in dossiers « verhoogde kinderbijslag » voor bv. langdurig zieken, werklozen, ...;
 - Gaat het kind werken ? Is het werkloos ? Wordt het zelfstandig ?
8. Burgerlijke staat :
 - fiscale wetgeving;
 - dossiers wezenbijslag;
 - (volle) adoptie en erkenning van de kinderen.
9. Samenstelling van het gezin :
 - onderzoek voorrangrecht (artikel 64 S.W.K.W.);
 - feitelijke scheiding (nieuw recht of einde recht);
 - rangbepaling van de kinderen indien verschillende rechthebbende één gezin vormen;
 - Wie voedt het kind daadwerkelijk op ?

De bovenvermelde inlichtingen zijn niet alleen nodig bij het starten of beëindigen van een dossier kinderbijslag. De wetgeving terzake schrijft namelijk periodieke administratieve controles voor. De periodiciteit van die controles wordt onder andere bepaald door de aard van de dossiers. Situaties waarin verhoogde tarieven betaald worden, vergen een nauwkeurig toezicht.

Ten slotte moet artikel 173 *quater* van de S.W.K.W. worden geciteerd : « De kinderbijslaginstellingen en de ministeriële diensten die belast zijn met de uitvoering van deze wetten, zijn gehouden zich tot het Rijksregister van de natuurlijke personen te richten om de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregisternummer van de natuurlijke personen, te bekomen of wanneer ze de juistheid van deze informatiegegevens nagaan.

Het beroep doen op een andere bron is slechts toegestaan in de mate dat de nodige informatiegegevens niet bij het Rijksregister kunnen bekomen worden ».

Le fichier du personnel visé à l'article 1er du projet concerne à la fois les agents statutaires et les contractuels du Ministère des Affaires Economiques. Il contient des données telles que le nom, le prénom, l'adresse, le numéro matricule, la date de naissance, la date de l'entrée en fonction, le traitement, le régime des prestations, les copies des diplômes (pour le niveau 1), les arrêtés de nomination et de promotion, la situation administrative. Ces données sont destinées à déterminer la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel.

L'avis n° 18/93 du 8 novembre 1993 de la Commission de la protection de la vie privée, est favorable au texte proposé.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 1^{er} juin 1995. L'arrêté tient compte des observations formulées par ce Collège.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Vice-Premier Ministre,
Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
E. DI RUPO
Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

14 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté royal autorisant certains agents du Ministère des Affaires économiques à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995, et l'article 8, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Vu l'avis n° 18/93 de la Commission de la protection de la vie privée, rendu le 8 novembre 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Télécommunications et de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'accomplissement des tâches liées à la gestion administrative du fichier du personnel tenu par le Ministère des Affaires économiques dans l'exercice de ses compétences légales et réglementaires, sont autorisés à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 9^o, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, dans les limites fixées à l'article 2 du présent arrêté :

- 1^o le Secrétaire général;
- 2^o le Directeur général des Services généraux;
- 3^o les fonctionnaires de niveau 1 relevant de l'administration visée au 2^o qui, en raison de leur fonction, ont été désignés nommément et par écrit à cette fin par le Ministre des Affaires économiques.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er} ne peuvent être utilisées qu'à des fins de gestion interne. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérées comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

- 1^o les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ainsi que leurs représentants légaux;
- 2^o les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 dans le cadre de leurs relations avec le Ministère des Affaires économiques, pour les finalités mentionnées à l'article 1^{er}.

Het personeelsbestand dat in artikel 1 van het ontwerp wordt geïndiceerd betreft zowel de statutaire als de contractuele personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken. Het bevat gegevens zoals naam, voornaam, adres, stamnummer, geboortedatum, datum van indiensttreding, wedde, dienstprestatie, kopieën van diploma's (voor niveau 1), benoemings- en bevorderingsbesluiten, administratieve stand. Deze gegevens dragen bij tot het vaststellen van de administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden.

Het advies nr. 18/93 van 8 november 1993 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, is gunstig voor het onderhavige besluit.

De Raad van State bracht zijn advies uit op 1 juni 1995. Het besluit houdt rekening met de door Raad geformuleerde opmerkingen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Vice-Eerste Minister,
Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DI RUPO
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

14 SEPTEMBER 1995. — Koninklijk besluit waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register worden verleend

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995, en artikel 8, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Gelet op het advies nr. 18/93 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 8 november 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Economie en Telecommunicatie en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor het vervullen van de taken in verband met het administratieve beheer van het personeelsbestand dat door het Ministerie van Economische Zaken wordt bijgehouden in de uitoefening van zijn wettelijke en reglementaire bevoegdheden, wordt binnen de in artikel 2 van dit besluit bepaalde grenzen, tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, toegang verleend aan :

- 1^o de Secretaris-generaal;
- 2^o de Directeur-generaal van de Algemene Diensten;
- 3^o de ambtenaren van niveau 1 die onder de bevoegdheid vallen van het onder 2^o genoemde bestuur en die daartoe uit hoofde van hun ambt met name en schriftelijk worden aangewezen door de Minister van Economische Zaken.

Art. 2. De met toepassing van artikel 1 verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt ten behoeve van intern beheer. Zij mogen niet worden meegedeeld aan derden.

Voor de toepassing van het eerste lid worden niet als derden beschouwd :

- 1^o de natuurlijke personen op wie die informatiegegevens betrekking hebben en hun wettelijke vertegenwoordigers;
- 2^o de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 in het kader van de betrekkingen die zij onderhouden met het Ministerie van Economische Zaken voor de in artikel 1 vermelde doeleinden.

Art. 3. Les membres du personnel du Ministère des Affaires économiques visés à l'article 1^{er} sont autorisés à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques, à seule fin de leur identification dans les fichiers visés au même article :

1° dans leurs relations internes;

2° dans les relations qu'ils ont avec le titulaire de ce numéro ou avec son représentant légal d'une part, et avec les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation prévue à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires, d'autre part.

Art. 4. La liste des membres du personnel des Affaires économiques désignés conformément à l'article 1^{er}, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 5. Notre Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Télécommunications et Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,
Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Art. 3. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken worden gemachtigd het identificatienummer te gebruiken van de personen ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen, uitsluitend voor hun identificatie in de bij hetzelfde artikel bedoelde bestanden :

1° in hun interne betrekkingen;

2° in de betrekkingen die ze hebben met de houder van dat nummer of met zijn wettelijke vertegenwoordiger enerzijds, en met de andere openbare overheden en instellingen die zelf de machtiging hebben gekregen bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 en die handelen in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden, anderzijds.

Art. 4. De lijst van de overeenkomstig artikel 1 aangewezen personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken met vermelding van hun graad en van hun ambt, wordt jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegestuurd.

Art. 5. Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Economie en Telecommunicatie en Onze Vice Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Binnenlandse zaken,
J. VANDE LANOTTE

MINISTERE DES FINANCES

F. 95 - 3227

6 DECEMBRE 1995. — Arrêté ministériel relatif à l'adjudication d'échange à prix prédéterminés du 12 décembre 1995 d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée

[369]

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1995 relatif à l'échange en 1995 d'obligations linéaires contre d'autres obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses,

Arrête :

Article 1^{er}. Le 12 décembre 1995 aura lieu l'adjudication d'échange à prix prédéterminés d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée.

Art. 2. Les participants à l'adjudication d'échange doivent être inscrits au fichier souscripteurs « Obligations linéaires » de l'Administration de la Trésorerie.

Art. 3. La technique d'échange utilisée est celle de l'offre d'échange à prix prédéterminés.

Art. 4. L'offre d'échange à prix prédéterminés repose sur l'appel d'offres portant sur un prix déterminé à l'avance par le Ministre des Finances pour chaque échange d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée.

Art. 5. Les candidats à l'échange doivent fixer, par quotités de dix millions de francs, le montant nominal à souscrire dans une ou plusieurs lignes d'obligations linéaires proposées à l'échange, au moyen d'obligations linéaires qu'ils sont disposés à céder à l'Etat, au prix d'échange prédéterminé fixé par le Ministre des Finances.

Art. 6. Par prix d'échange prédéterminé, on entend un capital nominal d'obligations linéaires à céder offertes à l'échange pour un capital nominal de cent francs d'obligations linéaires souhaitées.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 - 3227

6 DECEMBER 1995. — Ministerieel besluit betreffende de omruilingsaanbesteding tegen vooraf vastgestelde prijzen op 12 december 1995 van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag

[369]

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 1995 betreffende de omruiling in 1995 van lineaire obligaties tegen andere lineaire obligaties van verschillende lijnen en vervaldagen,

Besluit :

Artikel 1. Op 12 december 1995 zal de omruilingsaanbesteding tegen vooraf vastgestelde prijzen van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag plaatshebben.

Art. 2. De deelnemers aan de omruilingsaanbesteding moeten in het inschrijversbestand « Lineaire obligaties » van de Administratie der Theaurie ingeschreven zijn.

Art. 3. De gebruikte omruilingstechniek is deze van een omruilings-offerte tegen vooraf vastgestelde prijzen.

Art. 4. De offerte van omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen berust op offerteaanvragen gebaseerd op een door de Minister van Financiën vooraf vastgestelde prijs voor elke omruiling van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag.

Art. 5. De kandidaten voor de omruiling dienen per quotiteiten van tien miljoen frank het nominale in te tekenen bedrag vast te stellen in één of verschillende lijnen van de ter omruiling voorgestelde lineaire obligaties, door middel van lineaire obligaties die zij bereid zijn aan de Staat af te staan, tegen een door de Minister van Financiën vooraf vastgestelde omruilingsprijs.

Art. 6. Onder vooraf vastgestelde omruilingsprijs verstaat men een nominaal kapitaal van ter omruiling aangeboden lineaire obligaties voor een nominaal kapitaal van honderd frank in gewenste lineaire obligaties.